

Rapport du président national à l'intention de l'Exécutif national

Du 27 au 29 juillet 2010

St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)

Le temps a semblé filé rapidement depuis février 2010, date du dernier rapport destiné à l'Exécutif national. Les conférences régionales, les conférences de négociation, les présentations aux comités de la Chambre des communes, plus tout notre travail habituel et nos campagnes expliquent les quelques mois surchargés de travail, mais combien gratifiants qui se sont écoulés.

Formation

Tel que mentionné ci-dessus, le Bureau national a été plutôt occupé ce printemps, avec notre visite pancanadienne. Au programme se trouvaient deux journées de conférences régionales puis deux journées de conférences de négociation régionales. En collaboration avec les vice-présidents régionaux, nous avons établi le format des conférences : le Jour 1 dans toutes les régions engloberait un examen du nouveau site Web du SESG, des systèmes de gestion informelle des conflits (SGIC), des règlements locaux et de la rédaction des conventions collectives/demandes de négociation. Les vice-présidents régionaux (VPR) se sont vu confier la responsabilité de fixer le contenu du Jour 2 de la conférence. Les sujets traités comprenaient toute la gamme des services : la survie émotionnelle et le besoin de nouvelles compétences de perception en Ontario; le réaménagement des effectifs (RE) et le Tribunal de la dotation de la fonction publique (TDFP) au Québec; la rédaction de résolutions et les stratégies pour composer avec les personnes difficiles dans la région des Prairies; le TDFP et un exposé de la Commission de la fonction publique (CFP) sur comment faire face au processus de dotation et l'Administration des priorités dans la région de l'Atlantique; et enfin, le TDFP, la santé et sécurité au travail (SST) et la violence en milieu de travail dans la région du Pacifique.

Toutes les séances ont été plutôt bien accueillies; la rétroaction que nous avons recueillie nous aidera à continuer de créer et d'offrir de la formation pertinente et importante pour nos membres.

Les conférences de négociations régionales

Les conférences de négociation régionales ont également été très chargées, les délégués travaillant sans relâche main dans la main pour revoir et proposer les meilleures demandes de négociation pour tous les membres du SESG. Nous tenons à remercier ces membres de leurs efforts et de leur dévouement. Nous voulons également dire merci à ceux qui ont été élus comme délégués pour assister aux conférences de négociation de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC). On espère que bon nombre d'entre eux seront élus pour assister à la Conférence de négociation nationale de l'AFPC et se retrouveront à faire partie des équipes de négociation.

Formation hivernale/printanière

Au moment où nous achevons la première ronde de formation, nous préparons déjà la prochaine. La date limite touchant les inscriptions à la formation sur la préparation au Congrès du SESG de l'automne 2010 est déjà passée et toutes les régions ont satisfait au critère du nombre minimal de personnes inscrites, les lettres de confirmation devant être expédiées en juillet.

On a confirmé les dates de l'hiver/printemps 2011 en vue d'une séance de formation de deux jours; aussi, le sujet reste à déterminer. Les dates sont les suivantes :

Pacifique	Les 8 et 9 février, Vancouver/Burnaby – Hilton Vancouver Metrotown;
Prairies	Les 1er et 2 mars, Edmonton – Holiday Inn Express;
RCN	Les 8 et 9 mars, Gatineau – Hilton Lac Leamy;
Québec	Les 15 et 16 mars, Montréal – Hyatt Regency;
Ontario	Les 29 et 30 mars, Toronto/Markham – Holiday Inn Hotel and Suites;
Atlantique	Les 19 et 20 avril, Saint John (Nouveau-Brunswick) – Delta Brunswick.

Consultation patronale-syndicale

Au cours de la dernière année, le SESG s'est employé à instaurer une présence plus uniforme et plus visible du Bureau national auprès de certains des petits ministères et organismes.

À cette fin, et après consultation auprès des autres agents de négociation et en accord avec eux, le Bureau national du SESG copréside dorénavant des comités nationaux de consultation patronale-syndicale (CNCPS) pour les groupes suivants : Justice, Sécurité publique Canada (SPC) et le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada. Aussi, le SESG copréside le Comité d'orientation national en matière de santé et sécurité (CONSS) au nom de Sécurité publique Canada.

Nous nous affairons toujours à mettre en place un processus CNCPS formel à la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP), au Tribunal canadien des droits de la personne (TCDP) et au Commissariat à l'information du Canada (CIC). Les consultations antérieures auprès de ces organismes se sont déroulées au niveau des comités de consultation patronale-syndicale (CCPS) locaux seulement.

Service correctionnel du Canada (SCC)

Comités sur les descriptions de travail génériques nationales (CDTGN)

On réalise de légers progrès quant à plusieurs des CDTGN du SCC. Au début de juin, le confrère Stapleton nous a permis de démarrer du bon pied avec les CDTGN des conseillers en rémunération et a alimenté l'élan avec les conseils techniques du personnel du bureau national. Depuis, on a mis sur pied trois autres comités — dont le groupe de la gestion des peines — sous la responsabilité du confrère Garry Shaver; le confrère Mike Arseneault chapeaute le CDTGN des conseillers comportementaux; et le confrère Barry Stolar fait équipe avec le CDTGN des spécialistes des systèmes de gestion des délinquants.

D'autres comités verront le jour sous peu. Le SESG poursuivra sur cette lancée jusqu'à ce que tous les CNDTG soient parachevés et continuera d'aviser les membres dès que les comités auront été confirmés.

Le résultat du groupe de travail pour la formule de ressourcement de la charge de travail des agents de libération en établissement (ALCE) a été discuté lors de la rencontre patronale syndicale nationale du 15 juin, 2010. Lors de cette rencontre, le SESG a demandé au SCC de présenter cette recommandation au Comité de direction du SCC afin que le plan d'action pour l'implantation de cette formule de ressourcement de la charge de travail des ALCE soit mit en application. Le Commissaire a mentionné que différentes évaluations doivent être faites, tel que sur le financement, et que l'administration centrale du SCC contactera John Edmunds, président national du SESG pour consultations et discussions portant sur la dite implantation de la formule de ressourcement de la charge de travail des ALCE. Si elle est implantée telle quelle, le ratio de ressourcement actuel n'existerait plus et il serait remplacé par une formule de ressourcement basée sur la charge de travail. Les membres devraient consulter le site intranet national du SCC pour accéder aux comptes rendus des rencontres patronales syndicales lorsqu'elles seront publiés par le SCC.

Sauvons nos fermes

Le 30 mars, le SESG a été invité à présenter un mémoire devant le Comité permanent de la Chambre des communes sur la sécurité publique au sujet de l'imminente fermeture de six prisons agricoles au Canada. Au dire de tous, la présentation a été un franc succès. Le mémoire du SESG a mis l'accent sur notre inaptitude à obtenir du gouvernement les données financières fermes qu'il utilise pour justifier les fermetures. Le SESG a persisté à faire valoir que le gouvernement n'est pas transparent au sujet de ses données et qu'un trop grand nombre de questions demeure sans réponse. Le 1er avril, le Comité a proposé au ministre de la Sécurité publique une motion lui demandant ce qui suit :

- de déposer immédiatement le document d'examen stratégique mentionné par les représentants du Service correctionnel du Canada lors de la réunion du Comité du 25 mars 2010; et,
- de ne prendre aucune mesure en vue de vendre ou de démanteler les prisons agricoles au Canada, ou d'en restreindre les opérations, avant que des experts indépendants se soient penchés sérieusement sur la valeur du programme des prisons agricoles et aient rédigé un rapport exhaustif sur la question, à l'intention du ministre et du Comité permanent de la sécurité publique et nationale de la Chambre des communes, et qu'il ait fait lui-même l'objet d'un rapport à la Chambre des communes. (Annexe B)

Au moment de la rédaction, le gouvernement semble en être au point mort dans sa décision de fermer les fermes. Le SESG surveille toujours la situation de près et poursuivra ses efforts en vue d'empêcher la fermeture des prisons agricoles.

Gendarmerie royale du Canada (GRC)

Examen des adjoints aux détachements (AD)

Les membres ont été plutôt proactifs en matière de dépôt des griefs individuels en vertu de l'article 64 (Administration de la paye) et bon nombre de ces griefs ont été acheminés au Bureau national. Le plus grand nombre d'entre eux est issu de la région de l'Atlantique. Nos membres ont également déposé des griefs en matière de contenu des postes, de rémunération et de classification.

Directive du Conseil du Trésor

Des griefs salariaux individuels et un grief de principe ont été déposés contre la GRC sur la question de la directive du Conseil du Trésor adressée aux ministères et prévoyant que seuls les titulaires actuels recevraient tout genre de rémunération rétroactive post-reclassification. Une entente est intervenue avec la GRC de sorte que les griefs individuels portant sur la question de la rémunération rétroactive seront transmis directement au dernier palier. Ces griefs seront traités d'un seul tenant et au cours d'une même audience.

Le grief de principe fera également l'objet d'une audience devant la GRC qu'on organisera à la première occasion.

Armes à feu

Nous continuons de faire valoir la demande d'une évaluation des risques professionnels pour le poste

d'agent des armes à feu et de corriger l'absence de volonté de certains gestionnaires du bureau d'enregistrement des armes à feu de reconnaître nos représentants en santé et sécurité.

Nous voulons maintenant reconnaître tout le travail accompli par la section local 60001 Miramichi. Les membres ont été très occupés au cours de ces derniers mois critiquant l'abrogation proposée du registre des armes d'épaule. La consœur Kelli McKay et ses collègues ne dorment pas sur leurs lauriers, profitant de toute occasion présentée pour faire ressortir leur message: manifestations, pétitions, même une campagne de t-shirt. Nous tenons à les remercier et reconnaître leur dévouement et leur tenacité face à cette abrogation malavisée. Nous demandons que toutes les sections locales du SESG s'impliquent autant que possible et démontrent leur appui.

Équité en matière d'emploi (EE)

La GRC a nommé des champions pour chacun des groupes désignés. Le fait d'avoir une personne d'un échelon supérieur comme représentant de chacun des groupes désignés de l'EE aide à garantir une certaine crédibilité et à donner un certain poids à la cause. Les VPR du SESG ont été assignés à chacun des groupes désignés comme suit : « Les personnes handicapées » — la consœur Debbie Kelly; « Les femmes » — la consœur Carole Petit; « Les minorités visibles » — le confrère Phil Carriere; et « Les Autochtones » — la consœur Karen Dion. Cette participation fait en sorte que les intérêts des membres du SESG soient les mieux représentés et que nos préoccupations à propos de ces questions soient traitées dans les plus brefs délais. Des vidéoconférences ont eu cours dans toutes les circonscriptions pour chacun des groupes désignés et une rencontre des champions nationaux doit avoir lieu à Ottawa, en décembre prochain.

Les groupes désignés des femmes ont été les plus actifs dans toutes les régions, occupés qu'ils étaient à traiter de leurs enjeux. Des séances sur le leadership et la sensibilisation se sont déroulées dans la Région de la capitale nationale (RCN) ainsi qu'en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

La GRC a rencontré son groupe désigné cible au titre de l'EE pour les employés de la Fonction publique (FP) mais elle a encore beaucoup de pain sur le planche avant d'atteindre ses cibles auprès de ses membres ordinaires. Elle a transmis son rapport au Conseil du Trésor. Ceci dit, le SESG continue de surveiller les politiques de la GRC pour s'assurer que notre membriété bénéficie de l'équité en matière d'emploi dans son milieu de travail et que personne ne se voit refuser des possibilités d'emploi ou des avantages pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la capacité.

Le projet de loi C-43 (Loi sur la modernisation de la Gendarmerie royale du Canada)

Le projet de loi C-43 a été déposé récemment à la Chambre des communes en vue de modifier la Loi sur la GRC. Nommé de manière abrégée « Loi sur la modernisation de la Gendarmerie royale du Canada », ce projet de loi modifierait la manière dont les membres de la GRC interagissent avec la partie patronale et leur offrirait la possibilité de choisir s'ils souhaitent travailler dans un environnement syndiqué, notamment.

Le projet de loi C-43 vient juste de franchir l'étape de la première lecture, et la GRC tente maintenant d'aller de l'avant avec sa révision de la catégorie d'employé (CE).

La GRC s'affaire à une révision des postes depuis un certain temps déjà et, selon un récent communiqué du commissaire aux employés,

« [tandis] que la législation proposée est à l'étude de la part du Parlement, la GRC élargira et accélérera les travaux déjà en cours en vue de revoir les postes au sein de l'organisme et ainsi déterminer s'ils devraient relever des catégories « Membre ordinaire », « Membre civil » ou « Employé de la fonction publique ». » [Traduction]

« Je suis conscient que les questions liées aux catégories d'employés existent de longue date et que toute discussion au sujet de ces catégories d'effectifs soulève des préoccupations à propos des ramifications éventuelles de toute modification sur les travailleurs individuels. Nous sommes résolus à approcher la révision de manière franche et transparente et à assurer un traitement équitable de tous les employés qui pourraient être visés. On fournira des mises à jour périodiques et on offrira l'occasion de contribuer un apport aux paliers régional, divisionnel et national. » [Traduction]

Bien que le SESG est heureux d'apprendre qu'on promet de conclure finalement cette révision, nous suivons de près la législation étant donné que nous voulons faire en sorte que les postes soient classés dans les bonnes catégories. Le SESG s'assurera, à partir du Bureau national, que des commentaires appropriés soient fournis et qu'une consultation appropriée aient lieu dans le cadre du processus.

Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS)

Dans notre dernier rapport, nous expliquions que, par suite des résultats du Sondage auprès des employés du SCRS réalisé en 2008, le Service a reconnu le bienfondé d'offrir une solution moins formelle aux employés pour résoudre les différends en milieu de travail. On a estimé que les employés du SCRS pourraient bénéficier de l'ajout de services de gestion informelle des conflits (SGIC),

notamment la médiation, dans notre portefeuille existant de scénarios de résolution. Le SESG a joué un rôle déterminant dans la création du programme de SGIC qui sera déployé dans un avenir prochain.

À titre de première étape, un expert-conseil a été retenu pour mener un vaste examen des procédures actuelles du SCRS en matière de résolution des conflits et pour réaliser une évaluation des besoins de l'organisation. L'évaluation a été achevée à la fin de 2009 et présentée aux exécutifs patronal et syndical en avril 2010. M. Mark Cosenzo a été nommé champion du SGIC auprès du SCRS; son mandat sera de confirmer la mise en œuvre du SGIC et d'en assurer la réussite. Le SESG poursuit ses pourparlers avec le SCRS pour assurer une mise en œuvre adéquate.

Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC)

Le SESG et la CNLC, ainsi que les VPR David Neufeld et Ken Hazard, ont travaillé de concert pour assoir le cadre de référence du Comité national de consultation patronale-syndicale (CNCPS). Nous prévoyons que les réunions portant sur le CNCPS aient lieu à l'automne, selon la disponibilité des parties. Au cours de ces rencontres, on s'emploiera à revoir et peut-être modifier le cadre de référence. Les questions particulières qu'il faudra aborder comprennent ce qui suit : le Système de gestion informelle des conflits (SGIC), la dotation, les modifications générales d'ordre organisationnel, surtout la restructuration de certaines sections vu les modifications imminentes à la législation touchant les délinquants et les politiques et les procédures connexes.

Sur une note plus positive, le SESG est heureux d'annoncer une amélioration des relations entre Harvey Cernaiko et le SESG. Notre nouvelle relation avec le Président du CNLC est une qui est fondée sur un effort collaboratif. Après une réunion fructueuse, nous avons réalisé que le CNLC et le SESG devaient travailler de concert afin d'assurer que les changements prévus auront le moindre impacte sur nos membres et sur le CNLC

Service administratif des tribunaux judiciaires (SATJ)

Durant les rencontres avec le SATJ, le SESG a toujours fait valoir les vertus du Programme d'apprentissage mixte et les avantages pouvant découler des ateliers offerts. Le Ministère a approuvé plusieurs ateliers sur la sensibilisation au harcèlement, ateliers qui ont eu lieu à l'échelle du Canada.

Le SATJ, tout comme bon nombre d'autres ministères, a dû apporter des restrictions budgétaires. Durant les consultations patronales-syndicales nationales, le SESG a reçu l'assurance que cela n'a pas touché et ne touchera pas l'embauche ou le maintien en poste des employés. Le SATJ a envisagé d'autres mesures de réduction des coûts, notamment les déplacements pour atteindre ses buts. Un autre exemple est le recours accru aux vidéoconférences pour traiter les questions.

Cour suprême

Jusqu'à tout récemment, le personnel de la Cour suprême ne bénéficiait d'aucune mesure d'adaptation en milieu de travail. Très souvent, les employés devaient déposer leur travail sur leurs genoux étant donné que les bureaux et autres outils appropriés n'étaient tout simplement pas disponibles dans les salles d'audience et les cabinets des juges. Maintenant, les employés transportent leurs propres chaises jusqu'aux salles de conférence pour les réunions ordinaires et disposent de tables pour y travailler. La section locale et le Bureau national du SESG ont exercé des pressions sur la Cour suprême pour accommoder nos membres et nous constatons finalement des mesures encourageantes. Nous continuons de revendiquer des pourparlers formels sur l'absence d'installations ergonomiques dans les salles d'audience et prévoyons que cette question sera abordée dès l'an prochain.

Ministère de la Justice

On a constaté de nombreux écueils par rapport aux employés qui réintégraient le milieu de travail après un congé de maladie prolongé. La réponse de l'employeur : embaucher une nouvelle chef des Invalidités et de la reprise du travail, soit Suzanne Gilbert. Le mandat de cette dernière est d'examiner les dossiers et de mettre en œuvre une politique appropriée au sein du Ministère. Le SESG exerce des pressions pour pouvoir participer à la rédaction de cette politique afin de s'assurer que les meilleurs intérêts de nos membres soient pris en compte. Nous sommes d'avis que les employés devraient pouvoir reprendre le travail de manière opportune, avec des mesures d'adaptation convenables, le cas échéant.

Sécurité publique (SP)

La Sécurité publique (SP) nous a récemment avisés que, par suite d'une revue stratégique, elle déclarait 18 postes à l'échelle du pays visés par l'Annexe sur l'entente de réaménagement des effectifs (ERE). Il semble que la SP déploiera nos membres vers des postes de niveau équivalent dans leurs bureaux respectifs ou leur offrira une réinstallation vers un poste de niveau équivalent dans d'autres bureaux. Au moment de la rédaction du présent document, seuls trois membres avaient communiqué avec le Bureau national avec des demandes de renseignements.

En vertu de l'Annexe sur l'ERE, les ministères qui envisagent ou qui réalisent un réaménagement des effectifs doivent officiellement en aviser le SESG. Celui-ci consulte les ministères pour déterminer combien grave est la situation et quel niveau d'aide et de surveillance nous devons offrir pour assurer le respect des modalités de l'Annexe sur l'ERE. Le SESG continuera de surveiller la situation et offrira avis et conseils à ceux qui en ont besoin ou qui en font la demande, jusqu'à ce que l'effectif ait

bénéficié des droits mentionnés dans l'Annexe.

Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP)

Le SESG a approuvé le cadre de référence en vue d'un processus de consultations patronales-syndicales nationales. Les consultations antérieures se limitaient au Comité local de consultation patronale-syndicale. De plus, nous avons mis le CPVP en communication avec Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) afin de négocier une entente avec un fournisseur de services de SGIC. En outre, le bureau national du SESG a récemment consulté un certain nombre de politiques préliminaires que nous entrevoyons comme une étape positive dans nos consultations continues avec ce ministère.

En terminant, j'aimerais remercier et féliciter tous les activistes du SESG, les membres de l'Exécutif national et l'équipe du Bureau national. Votre travail acharné, votre dévouement et votre engagement font du SESG une force avec laquelle il faut compter.

Le tout respectueusement soumis,
John Edmunds
Président national

Annexe A

Addenda au Rapport du Président national

Mars – 2010

4 Mars	Déjeuner de travail avec Al Nause
5 Mars	SCC — CPS
8 Mars	Rencontre avec Tom Jarmyn
8 Mars	Réunion des présidents d'Éléments
10 Mars	Réunion du CASC
11 Mars	Réunion du CASC
17 Mars	GRC — CPS
18 Mars	Voyage à Montréal — Élection d'un(e) VPR suppléant(e) pour le CNLC/SNLC (Est)
19 Mars	Rencontre avec SCC
20 Mars	Kingston — Concert Sauvons nos fermes
23 Mars	Sécurité publique du Canada — CPS
25 Mars	Réunion, QGN du SCC
26 Mars	Rencontre avec Larry Ménard — SCC
30 Mars	Rencontre avec Alan Nause Comité permanent de la Chambre des communes sur la sécurité publique

Avril - 2010

8 Avril	Fête de retraite — D.C. Martin
9 Avril	Rencontre avec Denis Perrault — Kingston
12 Avril	Rencontre avec SCC re: Grief
13 Avril	SCC — CPS
19 Avril	Voyage à Kingston

20 Avril Conférence régionale de l'Ontario
21 Avril Conférence régionale de l'Ontario
22 Avril Conférence de négociation régionale de l'Ontario
23 Avril Conférence de négociation régionale de l'Ontario
26 Avril Rencontre avec Louis Germain — Sécurité publique du Canada
27 Avril Rencontre avec Coleen Laframboise — SCC
Rencontre avec Harvey Cenaiko — CNLC

Mai – 2010

3 Mai Voyage à Montréal
4 Mai Conférence régionale du Québec
5 Mai Conférence régionale du Québec
6 Mai Conférence de négociation régionale du Québec
7 Mai Conférence de négociation régionale du Québec
10 Mai Rencontre avec Tony Martin, député
11 Mai Rencontre avec le sous-ministre Baker — PSEPC
Téléconférence de l'Exécutif national
13 Mai Rencontre avec Larry Menard — CSC
16 Mai Voyage à Saskatoon
17 Mai Conférence régionale des Prairies
18 Mai Conférence régionale des Prairies
19 Mai Conférence de négociation régionale des Prairies
20 Mai Retour à Ottawa
25 Mai Rencontre avec Fraser McAuley — CSC
Rencontre avec Bobbi Grant — CSC
26 Mai Réunion des cadres supérieurs — SCC

Juin – 2010

1 Juin	Rencontre avec Kevin Mole — RCMP
2 Juin	Conseil national d'PSAC National Board of Directors
3 Juin	Conseil national d'administration de l'AFPC
4 Juin	Conseil national d'administration de l'AFPC
Juin	Cérémonie de passation de commandement de la « A » — GRC
7 Juin	Voyage à Moncton
8 Juin	Conférence régionale de l'Atlantique
9 Juin	Conférence régionale de l'Atlantique
10 Juin	Conférence de négociation régionale de l'Atlantique
14 Juin	Rencontre avec SCC re: Accords sur les échanges
15 Juin	SCC — CPS
16 Juin	Réunion CASC
18 Juin	Rencontre avec Al Nause, Commissaire adjoint
21 Juin	Voyage à Vancouver
22 Juin	Conférence régionale du Pacifique
23 Juin	Conférence régionale du Pacifique
24 Juin	Conférence de négociation régionale du Pacifique
28 Juin	Voyage à Edmonton Rencontre avec les présidents de sections locales et VPRs des Prairies
29 Juin	Réunion CPS régionale — Prairies
30 Juin	Retour à Ottawa

Juillet – 2010

5 Juillet	Rencontre avec Chris Madill RCMP
8 Juillet	GRC — CPS



Publications
Committee Report

Options
[Back to reports and responses](#)



**HOUSE OF COMMONS
CHAMBRE DES COMMUNES
OTTAWA, CANADA**

40th Parliament, 3rd Session

40^e Législature, 3^e session

The Standing Committee on Public Safety and National Security has the honour to present its

Le Comité permanent de la sécurité publique et nationale a l'honneur de présenter son

FIRST REPORT

PREMIER RAPPORT

Pursuant to the motion adopted by the Committee on Thursday, April 1st, 2010, the Committee calls upon the Minister of Public Safety to:

Conformément à la motion qu'il a adoptée le jeudi 1er avril 2010, le Comité demande au ministre de la Sécurité publique de :

- table forthwith the Strategic Review document referred to by Correctional Service Canada officials during the Committee's meeting on March 25, 2010; and,
- refrain from taking any steps to sell, dismantle or reduce operations at any of Canada's prison farms in any way, until independent experts have had an opportunity to fully review the value of the farm program and fully report in writing, to both the Minister of Public Safety and the Standing Committee on Public Safety and National Security Committee, and that it be reported to the House of Commons.

- déposer immédiatement le document d'examen stratégique mentionné par les représentants du Service correctionnel du Canada lors de la réunion du Comité du 25 mars 2010; et,
- ne prendre aucune mesure en vue de vendre ou de démanteler les prisons agricoles au Canada, ou d'en restreindre les opérations, avant que des experts indépendants se soient penchés sérieusement sur la valeur du programme des prisons agricoles et aient rédigé un rapport exhaustif sur la question, à l'intention du ministre et du Comité permanent de la sécurité publique et nationale de la Chambre des communes, et qu'il ait fait lui-même l'objet d'un rapport à la Chambre des communes.

Pursuant to Standing Order 109, the Committee requests that the government table a comprehensive response to this Report.

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport.

A copy of the relevant *Minutes of Proceedings* ([Meetings Nos. 6, 7 and 8](#)) is tabled.

Un exemplaire des *Procès-verbaux* pertinents ([séances nos 6, 7 et 8](#)) est déposé.

Respectfully submitted,

Respectueusement soumis,

Le président,